

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 28937**

Intitulé

MASTER : MASTER Droit Economie Gestion, mention Administration publique

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Ministère de l'Enseignement Supérieur, Université de Valenciennes et du Hainaut- Cambrésis	Ministère de l'Enseignement Supérieur, Recteur de l'Académie, Chancelier des universités, Président de l'Université

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1967)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

120 Spécialités pluridisciplinaires, sciences humaines et droit

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Ce professionnel peut exercer les fonctions d'encadrement voire de direction dans différents secteurs d'action publique, l'obtention d'un concours étant très fréquemment nécessaire.

Dans le domaine social, il anime et coordonne, sur le territoire de l'unité, le travail social et médico-social. Dirige l'équipe de travailleurs sociaux de l'unité. Il centralise et transmet les données, observations et analyses permettant de cerner les besoins sociaux et leurs évolutions. Il recense les besoins, propose et participe à la mise en œuvre de la politique sociale dans les secteurs qui relèvent de sa compétence. Exerce une fonction de conseil ou d'expertise auprès de la direction et des équipes de terrain. Encadre éventuellement un service ou une mission dans une unité territoriale.

Il participe au service public. Il participe, au sein d'un comité de direction, au processus de décision et à la définition d'une ligne stratégique d'une collectivité. Il assiste la direction générale de la collectivité, impulse, organise et dirige la mise en œuvre des plans d'actions en fonction des objectifs définis par la direction générale et/ou les élus. Apporte aux élus des arguments stratégiques d'aide à la décision.

Il veille à la mise en œuvre des politiques publiques arrêtées par les autorités politiques. Il prend au plus près des citoyens les mesures nécessaires au bon fonctionnement des services publics, et encadre leur évolution. Il contrôle et vérifie l'application des dispositions législatives et réglementaires. Il traite les cas complexes ou litigieux.

Il est en contact avec les usagers : il les informe et les conseille dans différents domaines (orientation et insertion, suivi social, assistance aux personnes, protection juridique...).

Il gère un budget, assure la surveillance des comptes publics. Réalise et contrôle la procédure comptable et budgétaire de la collectivité ou d'un grand service. Vérifie les données comptables. Réalise les documents comptables et budgétaires correspondants. Assiste et conseille les services de la collectivité.

Dans le domaine financier plus particulièrement, il assure ou supervise les procédures budgétaires, la gestion de la dette, de la trésorerie et des garanties d'emprunt, les analyses financières et fiscales et propose des stratégies. Supervise le contrôle de gestion, la mise en place de tableaux de bord, la gestion comptable, la gestion financière des marchés publics. Assure la direction des services financiers, budgétaires et comptables. Assure ou supervise le contrôle des satellites. Pilote les services comptables des grandes collectivités. Supervise l'exécution des recettes et des dépenses. Assure les relations avec les services comptables de l'Etat, la gestion comptable des marchés, les opérations comptables complexes. Participe à la procédure budgétaire. Optimise la gestion de la trésorerie

Dans le cadre de la certification, les **compétences communes suivantes sont évaluées :**

Encadrer, animer une équipe

Analyser une situation sur la base de textes juridiques et réglementaires

Se documenter, utiliser les bases de données juridiques

Appliquer des processus méthodologiques rigoureux à des affaires très différentes.

Interpréter une situation pour identifier les éventuels problèmes juridiques et réglementaires

Proposer des solutions, informer et conseiller les usagers.

Les capacités attestées concernent trois grands domaines de **compétences spécifiques :**

l'insertion et le suivi social;

la protection juridique et application de la loi;

la gestion des fonds publics

Compétences spécifiques au domaine de l'insertion et du suivi social :

Analyser avec discernement et recul une situation, un problème

Conseiller et proposer les démarches, moyens et interlocuteurs les plus appropriés à la résolution du problème posé

Ecouter des personnes en situation souvent difficile

Informer sur les données importantes à prendre en compte pour mener à bien le plan d'action défini : circuits administratifs, aspects réglementaires, marché du travail, métiers, dispositifs de formation...

Engager des interventions de médiation entre les usagers et les organismes concernés (courriers, rapports...)

Activer ou réactiver la motivation des personnes

Accompagner les publics dans leurs actions et évaluer régulièrement l'évolution des situations pour procéder à d'éventuels réajustements d'intervention.

Compétences spécifiques au domaine de la protection juridique et application de la loi :

Informé et conseiller les différents acteurs (salariés, consommateurs, chefs d'entreprise...), mener des actions éducatives et formatives
Se documenter, analyser les faits et les documents recueillis.

Décider, après analyse de la situation, des mesures opérationnelles ou administratives à prendre en cas d'infractions, engager les procédures nécessaires

Instruire les dossiers à titre de contrôle et de redressement (notifications administratives, poursuites, instruction de dossiers contentieux).

Elaborer des rapports précis et complexes pour rendre compte de son action

Compétences spécifiques au domaine de la gestion des fonds publics :

Elaborer des documents budgétaires pour un service, un établissement public ou une collectivité publique

Traiter les réclamations ou les contestations des contribuables

Se documenter et rechercher les textes ou les règlements permettant de traiter les dossiers

Analyser des déclarations de revenus, de succession, de solidarité sur la fortune....

Proposer et négocier des transactions avec le déclarant en cas de litiges

Engager des actions en cas de non paiement

Organiser la perception des recettes et le paiement des dépenses des collectivités locales, établissements médicaux sociaux...

Réaliser des études économiques et financières de prévision des recettes et conseiller la structure publique concernée.

Etre rigoureux et maîtrise les outils de l'analyse financière et comptables.

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Les professionnels travaillent dans l'administration publique, qu'il s'agisse des services centraux ou déconcentrés de l'Etat, des services des collectivités locales ou des services sanitaires et sociaux.

- Tous types d'emplois publics accessibles par concours ou recrutement contractuel.

Et ce dans toutes les fonctions publiques : fonction publique d'Etat, fonction publique des Collectivités territoriales, fonction publique hospitalière

- Tous types d'emploi dans les institutions de droit privé gérant des services publics, en utilisant le droit public et le management public.

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1401 : Conception et pilotage de la politique des pouvoirs publics

K1404 : Mise en œuvre et pilotage de la politique des pouvoirs publics

K1704 : Management de la sécurité publique

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

Période professionnelle :

Un stage d'une durée minimale de 120 heures est obligatoire en 2ème année de Master.

Pour plus d'informations consultez le site :

http://formations.univ-valenciennes.fr/cdm/program/FR_RNE_0593279U_PR_G5ADM262

Les modalités du contrôle permettent de vérifier l'acquisition de l'ensemble des aptitudes, connaissances et compétences constitutives du diplôme. Celles-ci sont appréciées soit par un contrôle continu et régulier, soit par un examen terminal, soit par ces deux modes de contrôle combinés.

Chaque bloc d'enseignement a une valeur définie en crédits européens (ECTS). Le nombre de crédits par unité d'enseignement est défini sur la base de la charge totale de travail requise et tient donc compte de l'ensemble de l'activité exigée : volume et nature des enseignements dispensés, travail personnel requis, des stages, mémoires, projets et autres activités. Pour l'obtention du diplôme de master, une référence commune est fixée correspondant à l'acquisition de 120 crédits au-delà du grade de licence.

Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Enseignants-chercheurs et professionnels
En contrat d'apprentissage	X	Enseignants-chercheurs et professionnels
Après un parcours de formation continue	X	Enseignants-chercheurs et professionnels
En contrat de professionnalisation	X	Enseignants-chercheurs et professionnels
Par candidature individuelle	X	Enseignants-chercheurs et professionnels
Par expérience dispositif VAE prévu en 2002	X	Enseignants-chercheurs et professionnels

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X

Base légale**Référence du décret général :**

Arrêté du 25 avril 2002 publié au JO du 27 avril 2002

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté du 3 juillet 2015, numéro d'accréditation : 20150088

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Décret N° 2002-590 du 24 avril 2002

Références autres :**Pour plus d'informations****Statistiques :**

www.univ-valenciennes.fr

<http://www.univ-valenciennes.fr>

Autres sources d'information :

http://formations.univ-valenciennes.fr/cdm/program/FR_RNE_0593279U_PR_G5ADM262

www.univ-valenciennes.fr/jpag

Lieu(x) de certification :

Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis, Le Mont Houy, 59313 Valenciennes

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Institut de Préparation à l'Administration Générale

Les Tertiales

59313 VALENCIENNES CEDEX 9

Historique de la certification :